

MOBILES GÉOPOLITIQUES

Pierre Marie Gallois

# L'HEURE FATALE DE L'OCCIDENT



L'AGE D'HOMME

Collection *Mobies géopolitiques*

Collectif

LES BALKANS ET LA GUERRE DU KOSOVO

Dušan T. Bataković

KOSOVO, LA SPIRALE DE LA HAINE

Michel Bugnon-Mordant

SAUVER L'EUROPE

LA SUISSE PRÉSUMÉE COUPABLE

Kosta Christitch

LA RÉSTANCE SERBE

HONNEUR ET TROMPERIE

Louis Dalmas

LA PENSÉE ASPHYXIÉE

Alexandre del Valle

ISLAMISME ET ÉTATS-UNIS,  
UNE ALLIANCE CONTRE L'EUROPE

Frank de La Rivière

L'EUROPE DE GIBRALTAR À VLADIVOSTOK

Pierre-Marie Gallois

ÉCRITS DE GUERRE

GÉOPOLITIQUE

LE SOLEIL D'ALLAH AVEUGLE L'OCCIDENT  
LA FRANCE SORT-ELLE DE L'HISTOIRE?

MÉMOIRE DES ONDES I, II, III

RÉQUISITOIRE

LE SANG DU PÉTROLE, T. I : BOSNIE. T. II : IRAK

Alain Griotteray

L'ÂME D'UN PEUPLE

Henri de Grossouvre

PARIS-BERLIN-MOSCOU

Vasilije D. Krestić

LA GRANDE CROATIE

(Le génocide comme projet politique)

Jean-Christian Lambélet

LE MOBING D'UN PETIT PAYS

(La Suisse pendant la II<sup>e</sup> Guerre mondiale)

René Marchand

LA FRANCE EN DANGER D'ISLAM

Flora Montcorbier

LE COMMUNISME DE MARCHÉ

Houchang Nahavandi

LA RÉVOLUTION IRANIEUNE

Jean-François Tachéau

STRATÉGIE D'EXPANSION DU NOUVEL EMPIRE GLOBAL

Bernard Wacht

L'ART DE LA GUERRE AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE

Blaise Lempert

LA DÉMOCRATIE SANS FRONTIÈRES

PIERRE MARIE GALLOIS

L'HEURE FATALE  
DE L'OCCIDENT

L'AGE D'HOMME

## 1. L'énergie, un désastreux bienfait

Aux « vingt glorieuses » (1954-1974) a succédé une régression encore précipitée ces dernières années. Si, durant près de quarante ans, les calamités de toutes sortes ont accablé la France, ailleurs, il y eut alternance entre les années du malheur et celles de la félicité.

C'est sous le signe du conflit armé que s'égrènent les années de malheur, en l'occurrence la guerre dite du Kippour, en 1973, conflit d'autant plus significatif qu'il fut à l'origine d'une importante crise de l'énergie, thème caractéristique et récurrent des cruelles manifestations d'antagonisme qui marqueront les décennies suivantes. En revanche, quinze ans plus tard, le mur de Berlin est détruit, l'économie planifiée et ses carcans auront fait leur temps, l'Europe de l'est a recouvré son indépendance.

Des deux systèmes sociopolitiques qui s'affrontaient, il n'en subsiste plus qu'un, et aux combats de la guerre froide a fait place la lutte pour l'appropriation de l'énergie, gage de l'amélioration de l'existence. L'humanité s'en préoccupe bien davantage que de réunir les conditions naturelles de la vie sur terre.

L'année de la Terre, en 1970, devait alerter les gouvernements et inquiéter leurs ressortissants. Lorsque la planète ne comptait « que » un ou deux milliards d'habitants et surtout alors que l'énergie nécessaire à leur existence était celle des musculatures, l'équilibre homme/nature était stable, penchant même très fortement en faveur de la nature. Mais le nombre des vivants ayant été multiplié par trois et leurs besoins énergétiques par dix – la machine les fournissant – le déséquilibre est devenu manifeste et il ne sera pas longtemps supportable. Les guerres pour l'appropriation des énergies fossiles – et s'il l'est possible pour en priver les puissances rivales – répandent la destruction, la misère et la mort, mais la consommation intensive des

énergies ainsi conquises, à long terme, détruit l'ordre naturel et s'en prend, aussi, à la vie. Il y a trente ans, utopiste iconoclaste, Glenn Seaborg, prix Nobel de physique, avait proposé un remède aux maux dont allait souffrir l'humanité. « La civilisation humaine, avait-il écrit, approche rapidement d'une série de crises qui ne peuvent être conjurées qu'en acceptant de se détourner radicalement de la relation qu'elle entretient entre l'énergie et la matière. L'énergie nucléaire détiendrait une clé déterminante – permettant de donner une issue favorable à ces crises. Sans cette énergie, il ne fait aucun doute que la civilisation, telle que nous la connaissons, va se figer. Avec cette énergie, non seulement nous serons capables de porter une plus grande part de la population mondiale à un niveau de vie plus décent, mais nous allons faire avancer toute l'humanité vers une ère nouvelle de progrès, un progrès humain qui sera en harmonie avec l'environnement naturel qui en sera le support. » Trois décennies plus tard, le progrès, loin d'être en harmonie avec l'environnement naturel, le détruit irrémédiablement et l'énergie nucléaire n'a pas joué le rôle – bénéfique socialement – que lui assignait Glenn Seaborg. L'humanité, en l'occurrence les gouvernements, n'ont pas voulu en envisager les éventuels avantages pour n'en retenir qu'Hiroshima et Nagasaki, d'une part, et l'instrument d'intimidation, le monopole de la coercition, d'autre part, que cette énergie confère aux États qui en ont la libre disposition.

L'énergie nucléaire est devenue, avant tout, une arme accrochée aux panoplies guerrières des puissants qui la détiennent aux autres afin de s'en réserver les privilèges. Ses utilisations industrielles sont entachées de méfiance parce qu'elles pourraient conduire à des indépendances que les puissants préfèrent ne pas trouver sur les voies de l'hégémonie. Aussi, ses bienfaits politico-stratégiques sont-ils escamotés, bien que, d'une manière spectaculaire, elle ait contenu efficacement le potentiel de belligérance existant entre les pays de l'OTAN et ceux du Pacte de Varsovie, à la fin des années 50 entre la Chine et l'URSS, entre l'Inde et la Chine, et récemment, entre le Pakistan et l'Inde, le partage de l'atome militarisé imposant le dialogue, voire l'entente Islamabad-New Delhi.

Mais, hélas ! les antagonismes ont d'autres ressources. La stabilité nucléaire qui caractérisait la guerre froide a été contournée, le terrorisme et la transformation de l'être humain en explosif meurtrier témoignent, maintenant, d'un potentiel de haine, pour une large part,

provoqué par la politique des États-Unis, en général, et par l'affrontement israélo-arabe en Palestine, en particulier. En quête d'énergie, sans s'en rendre compte, les États-Unis sont des prédateurs et des tortionnaires – du moins vis-à-vis du peuple irakien – suscitant une haine encore exacerbée par l'extension d'un libéralisme économique qui s'apparente à un néocolonialisme rejeté par une large fraction de l'humanité.

Les attentats terroristes les plus meurtriers de la décennie en cours, ceux de New York et de Washington, des Philippines, de Madrid, de Moscou et les prises d'otages en Irak, en Tchétchénie et en Ossétie du nord, tous fortement imprégnés d'une odeur de pétrole, élargissent la gigantesque fracture qui, maintenant, divise le monde, fracture dont les premières fissures apparurent au début des années 70, alors que seule la guerre froide était mobilisatrice.

Trente ans plus tard, significative de l'imbroglie mondial est la Russie aux prises avec la Tchétchénie. A Moscou, on sait que les visées de Washington sur les richesses énergétiques de la Caspienne encouragent l'irréductible local, que ce soit celui des Tchétchènes ou celui des Géorgiens, mais fort logiquement le Kremlin spéculer sur la politique déclaratoire antiterroriste – argument électoral péremptoire – des États-Unis pour paraître mener de conserve le même combat. Pour Moscou, un combat contre le nationalisme local, en sous-main soutenu par Washington, mais paré par le Kremlin de tous les attributs du terrorisme afin d'être « officiellement » combattu par les États-Unis bien qu'aux marches méridionales de la Russie, sur les voies d'acheminement du pétrole, il serve leurs intérêts.

C'est que que vue de Washington, lointaine héritière de celle de Staline, la Russie de Poutine demeure suspecte, et lorsque le président Bush avait énuméré les États dangereux qui pourraient faire l'objet d'une attaque préventive des États-Unis, la Russie figurait sur la liste, bien qu'au lendemain du 11 septembre 2001 Vladimir Poutine eût assuré son homologue américain du soutien russe et facilité le stationnement d'escadres aériennes sur le territoire des ex-républiques soviétiques musulmanes.

La guerre du Kippour, à son origine, les tristes exploits du terrorisme partout dans le monde à son échéance, cernent la trentaine ici incriminée. Au cours de ces années bien d'autres cicatrices ont toutes contribué au chaos général, aujourd'hui constaté.

C'est en avril 1974 que les États-Unis quittèrent en hâte la presqu'île indochinoise, une quarantaine de cargos évacuant le gros de leurs troupes ainsi que plusieurs dizaines de milliers de Sud-Vietnamiens redoutant le traitement infligé par le Vietnam aux « collaborateurs ». L'hélicoptère enlèvera les derniers « occupants ». En dépit des bombardements, de l'épandage de l'« agent orange » et de la « déforestation » du territoire, les Vietnamiens l'avaient emporté sur la toute-puissante Amérique qui, à son tour, dans de toutes autres circonstances, subissait son Diên Biên Phú.

Au mois d'août suivant, menacé d'*impeachment* par la Chambre des Représentants, Richard Nixon démissionnera.

L'année précédente, c'était Spiro Agnew, vice-président qui, accusé de fraude fiscale, avait été contraint de renoncer à ses fonctions. Cette « affaire », celle dite du *Watergate*, ébranlèrent un moment les solides Institutions des États-Unis. Trois ans avant que ne débute notre calamiteuse trentaine, Richard Nixon avait renoncé à la convertibilité du dollar et, ainsi qu'on le verra par la suite, fondé la valeur de la monnaie américaine sur l'appréciation de l'économie des États-Unis, stimulant ainsi la croissance et l'afflux des capitaux étrangers. Mais aussi, bien involontairement, plaçant le pays en situation belligène – la guerre, la guerre victorieuse s'entend – développant l'économie. En 1974, l'échec militaire du Vietnam eut d'autres conséquences: repli et renoncements – temporaires – aux engagements militaires terrestres, contrôle de l'information, recours à une stratégie nouvelle fondée sur la notion de « zéro perte »... toutes résolutions que la fascination du pétrole allait faire oublier.

En URSS, sous le régime de Leonid Brejnev, les années 73 et 74 sont celles d'un certain dégel. Paris et Moscou concluent des accords de coopération économique et industrielle et, à Vladivostok, Brejnev rencontre Ford pour signer un nouvel accord de limitation des armements stratégiques respectifs. Mais, étonnante faille dans le « système », des mutins détournent vers la Suède le destroyer *Storojevoï* que doit bombarder l'aviation soviétique; un des chefs des mutins sera pris et fusillé. A la même époque des groupes d'intellectuels dissidents échappent au goulag et sont autorisés à émigrer. Le système ne vacille pas encore. Il frémit seulement.

1974. Grande année pour l'Inde. Dans le Rajasthan le gouvernement de New Delhi fit procéder à une première expérimentation nucléaire (18 mai 1974). La charge atomique avait été enfouie à une

profondeur de cent mètres et la radioactivité produite par la détonation avait été totalement contenue, même si la sismographie enregistra un « frémissement » terrestre de 4,7 sur l'échelle de Richter. C'était l'aboutissement de longs préparatifs annoncés en août 1972 au Parlement indien par le Premier ministre. Objet officiel de l'essai: étudier les techniques des explosions souterraines de très fortes énergies à des fins pacifiques. L'appropriation d'énergie avait été invoquée: l'Inde consacrait 50 % de ses importations à l'achat de pétrole. Or ce pays disposerait de 30000 tonnes de minerai d'uranium et de 500000 tonnes de sables riches en thorium, sources d'énergie qu'il ne pouvait négliger. De surcroît, il entendait prospecter en profondeur ses éventuelles réserves de gaz naturel et tirer parti d'une géothermie favorable. Mais, surtout, en face, la Chine était devenue une puissance nucléaire et les experts estimaient que, produisant environ 600 kilos de plutonium (fournis par les réacteurs indo-canadiens de recherche installés à Trombay), l'Inde pourrait fabriquer plus d'une soixantaine de projectiles atomiques. Vingt-quatre ans plus tard, l'Inde procédera à de nouveaux essais dont l'expérimentation d'une charge thermonucléaire et annoncera officiellement son intention « de disposer d'un armement dissuasif minimum » (déclaration du Premier ministre Atal Bihari Vajpayee le 27 mars 1998). En 1996, l'Inde avait refusé de signer le traité d'interdiction totale des essais nucléaires qu'elle tenait pour un piège tendu par le Club des Cinq possédant des techniques de simulation, ou capables d'en avoir.

Le 25 avril 1974, un coup d'État militaire renverse le régime Caetano et déclenche la « révolution des œillets ». Le Portugal renonce à son empire colonial. Se désengageant du Timor oriental, la guerre civile y éclate. Le Front indépendantiste proclame l'indépendance sans avoir les moyens de la défendre. Avec l'accord tacite des États-Unis, l'Indonésie envahit le Timor et bien que le Conseil de Sécurité des Nations Unies eût exigé le retrait de ses troupes, Djakarta annexe le Timor oriental et sanctionna durement les oppositions (guérillas, massacres, 60000 morts, 200000 personnes déplacées).

L'Indonésie est exportatrice de pétrole et, au sud du Timor oriental, l'on a procédé à des sondages prometteurs. Vont suivre près de trente années d'opérations militaires, de troubles politiques, de pillages et d'expulsions, avec en 1999, l'intervention des Nations Unies assurant l'administration politique et militaire de cette malheureuse

population et la conduisant vers une bien fragile indépendance (avril 2002).

Comme au Timor oriental, le retrait du Portugal a conduit l'Angola à l'indépendance. En 1975, les trois mouvements indépendantistes tentèrent de s'entendre. Il s'agissait du FLNA, de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance) soutenue par les États-Unis et du MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola) qu'aiderait l'URSS et qui bénéficiait de l'intervention de l'Angola révolutionnaire cubain. En novembre 1975, le MLPA proclama l'indépendance de l'Angola dont le sud avait été envahi par l'Afrique du Sud rangée aux côtés de l'UNITA. Près de trente ans de guerre civile. Y ont participé des contingents étrangers : outre les Cubains, des Allemands de l'Est, des Nord-Coréens, des volontaires portugais, des mercenaires de différentes nationalités. Triste bilan : un demi-million de morts, misère générale, famine. Mais l'Angola détendrait plus d'un milliard de tonnes de pétrole et en produit annuellement 30 à 45 millions de tonnes. Il lui faut payer le prix des convoitises que suscitent les richesses de son sous-sol et de ses approches maritimes.

Plus particulièrement instable depuis 1840, le Liban est en guerre depuis 1958. En 1967, le conflit des Six Jours y fit fuir près d'un demi-million de Palestiniens, dont les fedayin qui s'en prirent aux installations israéliennes, provoquant les représailles de Tsaïhal. En avril 1975, des phalangistes chrétiens attaquèrent un car palestinien, déclenchant un regain de guerre civile. Une année de désordres qui incita Damas à occuper militairement le Liban. Aussi, en mars 1978, à son tour l'armée israélienne envahit-elle le Liban méridional, bien que ce soit soutenu par les États-Unis que Damas était intervenu massivement au Liban. Au cours de l'opération « Paix en Galilée », décidée par le gouvernement de l'État d'Israël, auront lieu les bombardements de Beyrouth, l'intervention d'une force internationale de sécurité, les massacres de Sabra et de Chatila suivis, en 1983, par les attentats au camion piégé contre le quartier général américain (241 tués) et le « Drakkar » des Français (58 tués). Américains, Britanniques, Italiens de la force internationale quittèrent le Liban (février 1984). Les Français suivront le mois suivant. Patent sera l'échec « occidental ». Au Liban a été inaugurée la politique de la prise d'otages dont furent victimes des Français, des Britanniques, des Belges et des Américains. En Irak, les « résistants » à l'occupation étrangère y auront de nombreuses fois recours, l'assassinat con-

sécutif à l'enlèvement devant inspirer une terreur jugée salutaire par les auteurs de ces crimes. Ainsi, au Proche-Orient, montaient les tensions, renforçant les antagonismes qui allaient provoquer la fissure évoquée précédemment, transformée au cours des années 90 en une large et profonde fracture.

Ce fut aussi en 1974 que les « Rouges » bombardèrent Phnom-Penh et qu'en avril 1975, assiégés par 20 000 Khmers Rouges, la ville tomba en leurs mains. Après qu'ils eurent cessé l'année précédente, les bombardements américains ne mirent pas un terme aux atrocités commises par Pol Pot et ses partisans. En une quinzaine d'années, près de 3,5 millions de Cambodgiens (et de Vietnamiens) furent exterminés, soit plus de la moitié de la population locale. Ce ne sera qu'en 1993 que les Nations Unies (pas de pétrole au Cambodge) agglorneront, mettant sur pied une « Autorité de l'ONU au Cambodge » (avec 16 000 militaires et 2 500 fonctionnaires provenant de plusieurs pays), afin de maintenir l'ordre, de participer à la reconstruction du pays ravagé par les fureurs des Khmers Rouges et, tâche immédiate, de procéder au déminage du territoire cambodgien.

En revanche, l'Iran est riche en réserves de pétrole et surtout de gaz naturel. Aussi en mai 1973, le Chah ayant décidé de nationaliser la production de pétrole, l'« étranger » commença à encourager une opposition au régime impérial. Quatre ans plus tard, se dérouleront les premières grandes manifestations populaires contre le Chah. Accueilli en France par Valéry Giscard d'Estaing, Khomeyni lancera des appels à la révolte, et il sera écouté, provoquant une révolution – si bien qu'en janvier 1979 le Chah cherchera refuge en Égypte. Depuis a été instauré le régime dit des « mollahs » dans le cadre d'une République islamique. Les instigateurs de la révolution iranienne de 1978-1979 ne se montrent guère satisfaits de leurs interventions, la République islamique n'ayant pas été leur objectif.

A la suite du référendum de 1973, la République est proclamée en Grèce, le 1<sup>er</sup> juin, mais, en novembre, les militaires prennent le pouvoir et abolissent la Constitution de 1968 qui avait contraint le roi Constantin à l'exil.

En juillet 1975, le « putsch des Colonels » permet de renverser le gouvernement chypriote de Monseigneur Makarios, éviction qui servira de prétexte à Ankara pour envahir le nord de Chypre, contraignant plus de 150 000 Chypriotes grecs à fuir vers le sud et vers l'ouest de l'île. Avec 40 000 hommes et 300 chars d'assaut, les Turcs